



RENDU EXECUTOIRE LE

**3 1 MARS 2023**

DEPARTEMENT DE LA VIENNE

Envoyé en préfecture le 30/03/2023

Reçu en préfecture le 30/03/2023

Publié le

ID : 086-228600011-20230330-23\_A\_SE\_0226-AR

**S<sup>2</sup>LO**

**ARRETE N° 2023-A-DGAS-DA-SE-0226**

du **3 0 MARS 2023**

DGAS  
Service des Etablissements  
39 rue de Beaulieu  
86034 POITIERS CEDEX

Portant modification pour l'année **2023** de la  
Dotation Globale de Fonctionnement du Service  
d'Accompagnement à la Vie Sociale géré  
par l'Union Départementale des  
Associations Familiales de la Vienne

**LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA VIENNE,**

**VU** le Code de l'Action Sociale et des Familles ;

**VU** la transposition par accords collectifs des mesures « Laforcade » qui étendent le Ségur de la santé 1, conformément à l'article 43 de la loi de financement de la sécurité sociale 2022 en faveur, entre autres, des établissements médico-sociaux financés par les Départements ;

**VU** la délibération du Conseil Départemental de la Vienne en date du 16 décembre 2022 relative à la tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux du secteur de l'enfance, des personnes âgées et des personnes handicapées ;

**VU** l'arrêté n° 2022-A-DGAS-DA-SE-0213 du 25 juillet 2022 modifiant la capacité du service d'accompagnement à la vie sociale géré par l'Union Départementale des Associations Familiales de la Vienne ;

**VU** l'arrêté n° 2022-A-DGAS-SE-0126 du 26 janvier 2023 portant modification pour l'année 2023 de la dotation globale de fonctionnement du Service d'Accompagnement à la Vie Sociale géré par l'Union Départementale des Associations Familiales de la Vienne ;

**CONSIDERANT** qu'il convient de procéder au versement pour les revalorisations salariales des personnels exerçant des fonctions socio-éducatives, des sommes prévisionnelles pour l'année 2023 impactant la dotation globale de fonctionnement octroyée à l'Association UDAF pour l'année 2023 ;

**SUR** proposition du Directeur Général des Services Départementaux ;

**ARRETE :**

**ARTICLE 1 :** Le budget annuel global du Service d'Accompagnement à la Vie Sociale de l'UDAF 86, pour l'ensemble de l'année 2023, s'élève à :

**414 183 €**

**(dont 31 608 € au titre des revalorisations salariales  
pour 6 ETP de professionnels exerçant des fonctions socio-éducatives)**

**ARTICLE 2 :** Le Service d'Accompagnement à la Vie Sociale sera financé au moyen d'une dotation globale versée mensuellement d'un montant de :

- ✓ Période pour janvier 2023 : **31 421,61 €** à terme échu.
- ✓ Période de février à mars 2023 : **31 923,03 €** à terme échu
- ✓ Période d'avril à décembre 2023 : **35 435,04 €** à terme échu.

Chaque trimestre, le Service d'Accompagnement à la Vie Sociale devra fournir un tableau de bord retraçant l'activité effective de la période. Le document à consolider sera transmis par le Conseil Départemental.

**ARTICLE 3 :** Les personnes handicapées suivies par le Service d'Accompagnement à la Vie Sociale doivent avoir été orientées par la Maison Départementale des Personnes Handicapées auprès du Service d'Accompagnement à la Vie Sociale.

**ARTICLE 4 :** Un recours gracieux contre le présent arrêté peut être formulé auprès du Président du Conseil Départemental dans le délai franc d'un mois à compter de sa notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié ou de sa publication sur le site internet du Département [lavienne86.fr](http://lavienne86.fr) pour les autres personnes.

Un recours contentieux contre le présent arrêté peut être déposé auprès du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale de Bordeaux – Cour Administrative d'appel de Bordeaux – 17 cours de Verdun 33074 BORDEAUX CEDEX, dans un délai franc d'un mois à compter de la réception de la réponse de l'administration au recours gracieux, ou à l'expiration du délai de deux mois à compter de la date de réception du recours gracieux par l'administration, en l'absence de réponse de sa part.

En l'absence de recours gracieux, le recours contentieux contre le présent arrêté peut être présenté dans un délai franc d'un mois à compter de sa date de notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié ou de sa publication sur le site internet du Département [lavienne86.fr](http://lavienne86.fr) pour les autres personnes.

**ARTICLE 5 :** Le Directeur Général des Services Départementaux, la Directrice Générale Adjointe des Solidarités, le Gestionnaire et la Direction du Service, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au gestionnaire et publié sur le site internet du Département de la Vienne.

Fait à POITIERS, le **30 MARS 2023**

Le Président du Conseil Départemental



Alain PICHON